

ALGER

Extract of Alger républicain



<http://alger-republicain.com/Ghozali-la-destruction-de.html>

Ghozali : la destruction de Sonatrach et du secteur public a pour objectif de brader le pays*

- Actualité politique nationale - Pillage de l'économie algérienne -

Publication date: dimanche 3 mars 2013

Description:

Dans un entretien avec Melissa Roumadi, journaliste au quotidien El Watan, l'ancien P-D.G de Sonatrach et ancien chef du gouvernement, livre son opinion sur les affaires de corruption qui ébranlent l'entreprise nationale Sonatrach.

Extraits de cet entretien paru dans l'édition d'El Watan du 28 février 2013

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

• -----

*Le titre est de la rédaction d'Alger républicain

Dans un entretien avec Melissa Roumadi, journaliste au quotidien El Watan, l'ancien P-D.G de Sonatrach et ancien chef du gouvernement, livre son opinion sur les affaires de corruption qui ébranlent l'entreprise nationale Sonatrach.

Extraits de cet entretien paru dans l'édition d'El Watan du 28 février 2013

El Watan : Entachée par des scandales de corruption et enregistrant des contre-performances, Sonatrach, jadis fleuron de l'économie algérienne, a aujourd'hui un genou à terre. Comment expliquez-vous qu'on en soit arrivés à cette situation ?

Ghozali : Si seulement ce n'était qu'un genou qui était à terre. Bouteflika n'a fait qu'achever la bête, qui était déjà à terre. Sonatrach était jadis connu à l'étranger comme étant impénétrable à la corruption. A partir du moment où on a laissé la corruption pénétrer au sein de Sonatrach, l'entreprise était finie. Mais depuis douze ou treize années, la corruption se pratique à l'échelle industrielle.

Je voudrais aussi rappeler que lorsque j'étais à Sonatrach, j'avais un État derrière moi. Ce n'était pas de la paranoïa. Quand je négociais, je sentais que je représentais quelque chose et que ma parole avait un sens. Le pouvoir ne me regardait pas comme une future bête à sacrifier. Qu'allez-vous demander aux cadres de Sonatrach quand ils se savent exposés ? Ils ne vont pas tout donner pour servir Sonatrach. Les plus forts vont résister à la tentation et les plus courants diront pourquoi pas... ? Il ne faut oublier qu'il y a eu une véritable chasse aux sorcières à Sonatrach et des centaines de cadres ont été chassés. Des centaines d'Algériens formés par l'Algérie et par Sonatrach ont rejoint les compagnies étrangères et les pays du Golfe. Ces cadres ne sont pas partis, ils ont été chassés. Le premier exode massif de cadres date d'avant le terrorisme. C'est peut être voulu... ?

Voulu, dans quel objectif ? C'est peut-être dans l'objectif de convaincre les gens qu'il vaudrait mieux brader tout cela. Qu'il vaut mieux avoir des sociétés étrangères propres que des sociétés publiques qui n'évoluent pas ! Peut-être qu'il y a des calculs de ce genre. C'est ce qu'on a fait d'ailleurs pour beaucoup d'entreprises publiques. On les a mises dans un tel état que même les plus attachés au secteur public ont voulu les privatiser.

Il ne faut pas oublier que Sonatrach fait partie de ce qu'on appelle les sociétés missionnaires. Elle a été créée pour exploiter les gisements pour le compte d'une nation. C'est une société pétrolière nationale. Cela n'a pas toujours plu aux sociétés pétrolières de l'autorité coloniale qui comptaient prolonger leur empire pétrolier. L'idée n'a pas complètement disparu. Cela un pouvoir aveugle ne le voit peut-être pas. C'est comme quand on oriente les Algériens vers des pays comme la Syrie alors que le Mali nous concerne beaucoup plus. **C'est notre intégrité territoriale qui est en cause. Je n'ai vu aucune analyse rappelant qu'il y a eu un projet officiel pour diviser l'Algérie et que la guerre d'Algérie a duré deux ans de plus pour l'intégrité territoriale.** Qui dit quels sont les plans prévus aujourd'hui dans les officines occidentales. Et le seul moyen pour nous de nous défendre est de reconquérir notre territoire et de le développer. L'abandon de la politique d'équilibre régional fait que c'est nous-mêmes qui exposons notre pays. Car le pouvoir n'est pas hanté par le présent et l'avenir de ce pays. La question de la politique politicienne a pris trop de place.

(...)

Le but lors de la création de Sonatrach était au départ de se passer de Sonatrach. Cela est un objectif de développement. Je ne suis pas de ceux qui disent que le pétrole est une malédiction. Ce sont ceux qui ont été incapables d'utiliser le pétrole qui disent ça pour cacher leur incurie. La problématique pétrolière chez nous a été complètement défigurée et dévoyée par le pouvoir politique.

(...)

Quand je parle d'impunité, cela n'a rien avoir avec les procès menés. Dans ce pays, tous les 5 ou 6 années, il y a une charrette de lampistes qui passent en jugement afin de montrer à la population qu'on s'occupe de la corruption. Quand on voit une charrette comme ça, on peut être sûr que 80% des personnes jugées sont innocentes, mais on veut désigner des boucs émissaires. Les dossiers qui sont montés sont faits pour montrer le bout de la fenêtre et cacher le reste.

Le résultat est qu'au fur et à mesure que le temps passe, de moins en moins de cadres ont confiance en l'Etat. Et l'Etat se prive donc de serviteurs, puisque tout le monde arrive à la conclusion que ce qui est dangereux dans un pays normal, c'est-à-dire tremper dans la corruption, ne l'est pas en Algérie. C'est bien au contraire l'intégrité qui est dangereuse pour un cadre en Algérie. Ce qui augmente l'incompétence des preneurs de décisions.

Pour avoir une bonne gouvernance, il faut mettre en place les outils garantissant l'adhésion des populations. Il s'agit en premier lieu d'une justice indépendante et efficace, de garantir la sécurité à la population et d'un système fiscal performant.

Notre système de fonctionnement des institutions est mauvais. Ce n'est pas un problème de personnes. C'est le système qui est mauvais. A chaque fois que nous orientons le débat vers des personnes, cela voudra dire que nous sommes sur le mauvais chemin ?

***Le titre est de la rédaction d'Alger républicain**